

**Le « Renouveau » complophile et complophage *versus* l'opposition
complophobe (2008-2023) : la politique du complot ou la complocratie
au Cameroun ?**

**The « Renewal » complophile and complophage *versus* the
complophobia opposition (2008-2023) : the politics of conspiracy or the
complocracy in Cameroon ?**

TOUK Abel

Ph.D., Candidate à l'École Doctorale des Sciences Humaines et Sociales de l'Université
de Douala (Science Politique)

Cameroun

Abeltouk4@gmail.com

Date de soumission : 01/11/2023

Date d'acceptation : 12/12/2023

Pour citer cet article :

TOUK. A. (2023) «Le « Renouveau » complophile et complophage versus l'opposition complophobe (2008-2023) : la politique du complot ou la complocratie au Cameroun ?», Revue Internationale du chercheur «Volume 4 : Numéro 4» pp : 1042-1069

Résumé

Au Cameroun, qui dit changement dit complot contre le Chef de l'État ; qui fait objection à la présidence perpétuelle dit machination contre le système gouvernant ; qui propose une démarcation idéologique et philosophique dit nécessairement coterie contre la ligne politique du parti. Les entrepreneurs politiques font la politique avec le complot, confondent la politique au complot et font le complot avec la politique. La politique leur apparaît comme une activité complexe donc le radiateur est l'intrigue. Héritiers de la longue tradition de promotion et d'instrumentalisation des arguments complotistes vieille de la lutte décoloniale, les opérateurs politiques camerounais contemporains suscitent, amplifient et sponsorisent inlassablement la circulation des thèses complotistes à l'effet d'enfermer l'opinion publique dans un labyrinthe où le complot est partout et sur tout. Cette contribution s'attèle à renseigner sur les usages politico-stratégiques des argumentaires complotistes à l'aune de la lutte pour la conquête et la conservation du pouvoir politique au Cameroun. Il s'agit de démontrer comment les acteurs politiques se servent des « vrais-faux complots », comment ils manipulent la presse et les masses sociopolitiques pour accomplir leurs agendas politiques. Dès lors, une question demeure, comment le « Renouveau » et l'opposition font-ils la politique du complot ? L'investigation documentaire, l'observation directe, les entretiens, le suivi des débats dans les médias classiques et modernes ont permis de collecter des données à même de satisfaire à l'exigence de démonstration. C'est dans une perspective d'inspiration constructiviste et d'interprétation interactionniste de type stratégique que nous faisons l'hypothèse que le « Renouveau » construit, s'attire et se nourrit des « théories du complot » pour se reproduire, face à l'opposition qui mobilise les raisonnements complotistes pour se préserver des « vrais-faux complots » et pour rebondir en politique.

Mots clés : Cameroun ; Renouveau ; complophile ; complophage, changement ; opposition.

Abstract

In Cameroon, change means conspiracy against the Head of State; who objects to the perpetual presidency means intrigue against the governing system; who proposes ideological and philosophical demarcation necessary means a cabal against the politics line of the party. Political entrepreneurs make politics with conspiracy, confuse politics with conspiracy and make conspiracy with politics. Politics appears to them as a complex activity whose radiator is the plot. Heirs to a long tradition of promoting and exploiting conspiracy arguments that date back to the decolonial struggle, contemporary Cameroonian political operators tirelessly promote, amplify and sponsor the circulation of conspiracy theories for the purpose of locking up public opinion in a labyrinth where conspiracy is everywhere and above all. This paper seeks to shed light on the politico-strategic uses of conspiracy arguments in the struggle to win and retain political power in Cameroon. The aim is to show how political actors use "true-false conspiracies", and how they manipulate the press and the socio-political masses to achieve their political agendas. So the question remains, how do the "Renewal" and the opposition do they politics of conspiracy? Documentary research, direct observation, interviews and the monitoring of debates in the traditional and modern media have made it possible to collect data capable of satisfying the need for demonstration requirement. It is from a constructivist perspective and a strategic interactionist interpretation type that we hypothesize that the "Renewal" builds, attracts and feeds on "conspiracy theories" to reproduce itself, while the opposition uses conspiracy theories to protect itself from "true-false conspiracies" and to bounce back politically.

Keywords: Cameroon; Renewal; complophile; complophage; change; opposition.

Introduction

Les arguments complotistes bouleversent au quotidien la toile globale des connaissances et le comportement des sociétés. Ils redéfinissent et modulent le rapport social aux faits, mieux à la vérité qui, nécessite une bonne dose de méthodes et de lucidité pour être validée ou réfutée. Selon Pierre France, « les sciences sociales manifestent une méfiance vis-à-vis de certains types d'interprétation des dynamiques [sociopolitiques] et d'analysent où se manifestent potentiellement plusieurs éléments qui vont à l'encontre de bases épistémologiques des sciences sociales : premièrement l'importance que certaines de ces interprétations déviantes donnent au pouvoir des acteurs sur leurs décisions, jusqu'à pousser à son paroxysme un modèle utilitariste et calculateur où il n'y a plus de prise en compte du hasard, ni décisions non contrôlées, ou effets pervers ; deuxièmement [...] la primauté causale du caché sur le visible où ce qui se joue en coulisse aurait toujours plus d'importance que ce qui est directement visible » (France, 2019, pp. 3-4 ; Popper, 1945, pp. 94-95). C'est dans cet ordre d'idées que Karl Popper et Léo Strass marquent un déni de complot en sciences sociales. En effet, Karl Popper estime que « les théories du complot » relèvent de l'irrationalité et de la paranoïa (DeHaven-Smith, 2013, pp. 118-123). Loin s'en faut, le complot ne relève pas seulement de l'imaginaire ou du pathologique, il est un mode d'action sociopolitique cohérent, raisonné et construit qui jouit d'une empiricité objective dépourvu de toute superstition. Toutefois, techniquement, c'est quoi le complot ? Peter Knight estime qu'il y a complot lorsqu'un « petit groupe de gens puissants se mettent ensemble en secret pour planifier et accomplir une action illégale et inconvenante, une action qui a la particularité d'avoir une influence sur le cours des évènements » (Knight, 2003, p. 15). Dans une perspective aussi pénétrante, Daniel Pipes définit le complot comme « la rencontre et l'association volontaire entre deux ou plusieurs personnes dans le but de commettre par leurs efforts conjugués un acte criminel ou illégal » (Pipes, 1997, p. 20). Autrement dit, le complot sert à désigner, de façon plutôt anodine, une « foule compacte », un accord commun » (Nicolas, 2010, pp. 73-96). C'est fort de ces approches que nous concevons comme définition opérationnelle du « complot » la « concertation secrète pour faire du mal » et comme approche définitionnelle de « l'argument complotiste » un raisonnement fondé ou infondé « de la réalité d'un schéma interprétatif qui évoque un complot » (Paparouni, 2010, pp. 97-117), contre une personne ou contre un groupe de personnes plus ou moins encombrantes ou ombrageuses. Quant au vocable *complophile*, ce néologisme renvoie à tout sujet-acteur, groupuscule ou système plus ou moins cohérent qui affectionne les relents du complot, le cultive et le promeut dans les consciences sociopolitiques à des fins utilitaristes. En ce qui concerne le néoterme *complophage*, il se ramène à tout acteur, bloc ou régime qui se sert ou s'alimente des « théories du complot » pour endiguer les possibilités de changement ou pour s'éterniser au pouvoir, voire pour vivre et/ou survivre en politique. Ces néosémies (*complophile* et *complophage*) sont en effet des adaptations notionnelles tirées du comportement de l'ensemble du genre humain, animal et végétal. Ces appositifs font du « Renouveau » un adversaire politique total et accompli, loin de son interprétation symbolique, soyeuse et parfois nébulaire. À ce titre, c'est un acteur

résistant doté de ressorts, de moyens (dépositaire du pouvoir politique) et pourvu de sous-traitants qui travaillent à sa perpétuation. Enfin, le terme *complophobe* n'est rien d'autre qu'un comportement (humain ou sociopolitique), une émotion (volontaire, naturelle ou artificielle) provoquée par une sensation de peur, de colère ou de stupéfaction (pure ou simulée) suite à la réception d'une information, d'une rumeur ou d'une action. Cette posture politique est propre au corps de l'opposition camerounaise « pro-changement ».

Au Cameroun, et particulièrement dans la sphère politique, le complot est partout et sur tout. La rumeur est très souvent assimilée au complot. Cet amalgame va plus loin au point où tout courant politique contradictoire, concurrent ou alternatif au régime ; toute revendication plus ou moins légitime tend à être réduite au complotisme. Les acteurs construisent le plus souvent des complots pour tuer le complot ou pour incruster dans les schémas métaux et cognitifs des masses sociales (victimes ou agent-e-s) une nouvelle idée de l'ennemi (Schmitt, 2015). Cette manière de « faire la politique » participe principalement à verrouiller et/ou (dé)verrouiller le changement, à détruire des adversaires politiques et, accessoirement, à booster la désintégration de la crédibilité du régime en place, ou, tout simplement, à discréditer la version des officiels sur des phénomènes politiques spécifiques. Les arguments complotistes trouvent un terrain fertile dans un contexte sociopolitique de crise de légitimité (Bigome Logo et Menthong, 1996), de défiance sociale envers les gouvernants (Sindjoun, 1999 ; Pommerolle, 2003 ; Razafindrakoto et Roubaud, 2022), d'obsession du changement et surtout de préparation de l'élection présidentielle à venir « 2025 ». Si tel est le cas, c'est évidemment parce que cette dernière pourrait ouvrir un interstice plus ou moins marginal de possibilités pouvant osciller entre une succession présidentielle de type dynastique (Menguele Menyengue et Mfenjou Ndam, 2023) ; une alternance dans la continuité ou dans la rupture avec l'avènement au pouvoir d'une formation de l'opposition ou d'une écurie politique de la coalition dirigeante au pouvoir depuis plus d'un quart de siècle. Bref, cette élection est à bien des égards un scrutin aux enjeux multiples et insoupçonnés. Vu que le corps politique camerounais s'accommode aux dogmes et aux imaginaires complotistes qui, dans la plupart des cas, font plus foi que les théories certifiées vraies – on observe une inflation des arguments complotistes en prélude et en postlude des scrutins présidentiels qui, tendent à faire du Cameroun une complocratie (Fay, 2011) en téléchargement tacite où, le recours au complot s'affirme comme une manière *sui generis* de « faire la politique » – ce qui autorise une complotologie des faits sociopolitiques situés.

Au Cameroun, les raisonnements complotistes sont inhérents aux luttes pour le pouvoir et aux luttes dans le pouvoir, à la prévalence du communautarisme politique, à la prégnance du gouvernement perpétuel, à la démocratisation d'internet, à l'émergence des médias sociaux et cybernétiques, à la publication des contenus audio-visuels en ligne, à la vulgarisation des smartphones, à l'activité des usines à trolls, à la politisation des organes de la presse écrite, à l'absence de régulation des TIC, etc. Les conditions qui donnent vie et mobilité aux thèses complotistes dépendent de l'enchevêtrement entre les entrepreneurs (le parti au pouvoir, l'opposition et la société civile), les prescripteurs (les technocrates

et conseillers des opérateurs politiques, les présidents de partis), les promoteurs (la complosphère, les médias et la presse nationale, les leaders politiques, les leaders d'opinion, les communicant.e.s, militant.e.s et sympathisant.e.s des formations politiques, etc.), et les suiveurs (es) conscient.e.s et inconscient.e.s, constituées le plus souvent des agent.e.s précité.e.s. Partant de cette classification propédeutique et fondamentale, il est clair que l'argument conspirationniste « ne peut en effet s'installer et se développer dans un système social qu'à condition d'être alimenté par des entrepreneurs idéologiques (...) formant le premier cercle de leur communauté, bénéficiant d'un public plus ou moins captif (les supporteurs passifs ou actifs) et se montrant capables de rendre attrayants et de relayer les représentations et les croyances mises sur le marché [politique] » (Taguieff, 2015, p. 22).

Cette réflexion s'emploie à informer sur les usages politico-stratégiques des arguments complotistes à l'aune de la lutte pour la conquête et la conservation du pouvoir politique au Cameroun (2008-2023). Il s'agit de démontrer comment les entrepreneurs politiques se servent des « vrais-faux complots », comment ils manipulent la presse et les masses sociopolitiques pour parvenir à leurs fins politiques. La présente étude pose ainsi la problématique de l'instrumentalisation des « théories du complot » par les acteurs politiques au Cameroun. Dès lors, une question demeure, comment le « Renouveau » et l'opposition font-ils la politique du complot ? L'investigation documentaire, l'observation directe, les entretiens, le suivi des débats dans les médias classiques et cybernétiques ont permis de collecter des données à même de satisfaire à l'exigence de démonstration. C'est dans une perspective d'inspiration constructiviste et d'interprétation interactionniste de type stratégique que nous faisons l'hypothèse que le « Renouveau » construit, s'attire et se nourrit des « théories du complot » pour se reproduire, face à l'opposition qui mobilise les raisonnements complotistes pour se préserver des « vrais-faux complots » et pour rebondir en politique.

En effet, le paradigme constructivisme « appréhende la réalité sociale, non comme une réalité en soi (une chose) mais, à la manière de productions élaborées par les acteurs individuels ou collectifs en situation. L'attention est ainsi portée aux actions concrètes, aux savoirs mobilisés pour la conduite de leur action, ainsi que à la temporalité de cette dernière. Les actions sociales s'inscrivent ainsi dans un monde social lui aussi construit, dont la consistance résulte des actions antérieures » (Riutort, 2014, pp. 221-262). La mobilisation du constructiviste de type Bourdieusien (Bourdieu, 1985, p. 5), dans la présente étude permet d'appréhender les comportements, les habitudes, et les pratiques d'instrumentalisation des « théories du complot » comme des constructions sociopolitiques et historiques vieilles des années décoloniales. Au regard de ce qui précède, il est judicieux de poursuivre l'interprétation de la problématique de l'instrumentalisation des « théories du complot » par les entrepreneurs politiques camerounais en l'envisageant comme une interaction stratégique.

L'on peut définir l'interaction en politique comme étant « une unité de relation bâtie autour des règles de luttes (machivavel), de coopération compétitive (Hobbes) et de stratégies (Leibniz) qui mettent deux ou plus entités distinctes en action » (Mbock Ibock, 2021, p. 379). Partant de là, la variable

interactionniste stratégique « fait des acteurs des êtres rationnels et stratèges. La rationalité signifiant que l'acteur a de « bonnes raisons » de faire ce qu'il fait, que son action a un sens, une signification pour celui qui agit. L'interactionnisme stratégique analyse les motivations et les bénéfices cachés qu'apportent à chacun des partenaires le fait de privilégier le ou les systèmes transactionnels qu'ils mettent en œuvre entre eux » (De Coster, 2006, p. 90).

Transposée et mobilisée dans le cadre de notre étude, l'interactionnisme stratégique nous permet de comprendre les tendances d'instrumentalisation des « théories du complot » par les acteurs politiques camerounais comme étant la résultante des interactions, des interpénétrations et des rétroactions compétitives et stratégiques entre des acteurs mus par les enjeux de conquête et de conservation du pouvoir politique et les intérêts que revêtent globalement la capacité de détention effective du pouvoir politique, voire de contrôle et de monopole du pouvoir suprême – enjeux qui engagent par conséquent, des rapports machiavéliques et calculateurs des argumentaires complotistes dans le jeu politique.

Le schéma dialectique et dialogique de démonstration de ces propensions-jeux de conquête et de conservation du pouvoir nous amène de manière éclectique à porter un intérêt particulier sur des événements politiques phénoménologiquement révélateurs d'usages instrumentalistes, utilitaristes et conséquentialistes des arguments complotistes dans la lutte pour la conquête et la conservation du pouvoir présidentiel au Cameroun postcolonial.

1. Le régime *complophile* et *complophage* : politisation de la presse et instrumentalisation des « vrais-faux complots » dans la ferrure du changement

Le Cameroun fait face à des récits complotistes conjoncturels et cycliques. La presse publique et privée nationale plonge le plus souvent son lectorat dans un engrenage captif de publications et de titres qui met en lumière des arguments complotistes atypiques. Une rhétorique constante y apparaît, elle est semblable à une forme de manie de la conspiration. Celle-ci vend et diffuse l'idée selon laquelle : « le Président de la République est en danger, qu'il est au centre d'une vrille complotiste, d'une machination tentaculaire qui est impulsée par ses « créatures ». Ces comploteurs aux mille visages sont communément présentés comme des architectes du mal, des assoiffés en mal de patience et de pouvoir résolus à prendre le contrôle du pouvoir central étatique par « tous les moyens » (Sartre, 1943, p. 18) et singulièrement par la mobilisation du complot. Or, force est de constater que les « vrais-faux complots » ourdis par les dignitaires du régime contre le garant des institutions républicaines sont dans la plupart des cas, des structures d'opportunités pour revitaliser le gouvernement perpétuel (Owona Nguini et Hélène-Menthong, 2018). Le régime en place s'en sert pour se reproduire de manière intermittente. Les médias et la presse, sous la commande des hommes politiques « prennent le redoutable plaisir à utiliser de temps à autre des francs-tireurs pour détruire des adversaires dont ils redoutent la concurrence sur le plan politique et professionnel » (Gweth Bi Bayoi, 2010, p. 179). Ils construisent des « vrais-faux complots » qui servent au « Renouveau » de prétexte pour activer la machine juridico-politique à même

de broyer tous ceux qui ont des velléités présidentielles plus ou moins avérées d'une part ; ou pour exonérer ce dernier des dérives en rapport avec la mal gouvernance d'autre part. Une paire d'affaires épiques et rocambolesques renseigne sur cette propension politique de consolidation du *statu quo* et d'immaculation du corps présidentiel par l'instrumentalisation des « complots » à la frontière du mythe et de la réalité.

1.1. « L'affaire Albatros et l'affaire Brutus » : la « conjuration » contre le prince et le verrouillage du changement

En avril 2004, ce qu'on nomme trivialement « l'Affaire Albatros » fait les choux gras de la presse nationale. Après une légère trêve des quotidiens sur cette flétrissure, la presse remet au-devant de la scène ce scandale, au grand plaisir des suiveurs et consommateurs des arguments complotistes. Le lundi 25 août 2008, *La Nouvelle Presse* notamment le Journal de Jacques Blaise Mvie marque un arrêt majeur sur cette affaire scabreuse. « Ils ont voulu tuer Paul Biya », affirme le billet dans son édition n° 361 du lundi 25 août 2008, avec un titre fort révélateur : « Complot et jeu des acteurs », et avec pour sous-titre « l'enquête confiée aux israéliens livre bientôt tous ses secrets : le rapport est sur la table du Président de la République » (Gweth Bi Bayoi, 2010, p. 132). En effet, pour la petite histoire,

en 2001, le gouvernement du Cameroun décide d'acquérir un nouvel avion pour les déplacements du Président de la République. « Le Pélican », le Boeing 727-200 acquis par l'État en 1978 et qui assurait cette mission paraissait un peu suranné, le choix a donc été fait de le remplacer par un aéronef beaucoup plus moderne qui présentait de bien meilleures garanties de sécurité, de fiabilité, de rapidité et de confort. Prescription avait donc été faite à l'état-major particulier du Président Paul Biya, de conduire les études nécessaires à cet effet. Ainsi, au terme de cet exercice, le choix sera porté sur un Boeing Business Jet (BBJ), au détriment d'un Airbus Corporate Jet (ACJ). Montant de la facture globale : 45 000 000 de dollars, soit 34 875 000 000 FCFA (Onana, 2012).

Trois ans plus tard, après de longues tractations, « l'avion baptisé "Albatros" – un Boeing 767 est acheté et livré au Cameroun en Avril 2004 » (Lobé Ewané, 2008). Peu après sa livraison, le seul et unique couac intervient lors du vol inaugural durant lequel le Chef de l'État, la Première Dame et leurs enfants en partance vers le Vieux Continent sont confrontées aux dysfonctionnements techniques (vraisemblablement un fusible mal encastré, des difficultés aux niveaux des freins et un blocage au niveau du trait d'atterrissage) qui contraignent le Colonel Ba Bodo, Co-pilote à négocier *illico presto* un atterrissage sur le tarmac de l'aéroport de Douala. Toutefois, rappelons que si l'achat du BBJ-II de Boeing flambant neuf était la première option d'achat du gouvernement, cependant, c'est avec la nomination de Jean-Marie Atangana Mebara, le 07 décembre 2004 en lieu et place de M. Marafa Hamidou Yaya que le nouveau Secrétaire Général à la Présidence de la République aurait persuadé le Président Paul Biya à acquérir l'Albatros en *leasing* au détriment du BBJ-II.

Au Cameroun, le renouvellement des personnalités gouvernementales de première classe obéit à plusieurs agendas, « et c'est grâce à ces remaniements itératifs et stratégiques » (Emvana, 2005, p. 272 ; Menguele Menyengue, 2016) que le « Renouveau » se donne les coups de neuf à même de perpétuer le cycle de réincarnation de l'*autum imperator*. Comme l'estime Michel Roger Emvana, « Paul Biya c'est le séminaire et machiavel à la fois. D'où la complexité exécrationnelle qui fait de lui un opportuniste. L'opportunité ou la manière de profiter des événements les plus abjects par la ruse. La ruse politique et son empirisme des affaires de l'État engendrent le jeu de dissimulation » (Emvana, 2005, p. 272) et d'intrigue qui commence toujours par la publication des scandales politico-financiers ou des affaires obscènes en rapport avec les présumées orientations philosophico-ésotériques et les supposées pratiques sexuelles de la haute administration de l'État toutes en lien avec leur compulsion politique de prise amoralisée du pouvoir. La presse qui, financée dans l'ombre par les hommes politiques, celle qui travaille de connivence avec les services de renseignement ouvre le plus souvent le bal des cabales politiques. Chaque déballage médiatico-politique conjoncturel présage pour la plupart des cas la mise en service du « lévrier de la justice », autrement dit, de « l'opération épervier » qui précède de manière traditionnelle les douloureux-agréables remaniements du personnel gouvernemental de haut grade.

Après avoir occupé respectivement le poste de Ministre de l'enseignement supérieur de décembre 1997 jusqu'en août 2002, et le très prisé fauteuil de Ministre d'État et Secrétaire Général de la Présidence de la République du Cameroun d'août 2002 à septembre 2006 et de Ministre d'État aux affaires étrangères en septembre 2006, Jean-Marie Atangana Mebara fut révoqué du gouvernement lors du remaniement ministériel du 07 septembre 2007. En fait, les portes de l'Hadès s'ouvrent au-dessus de sa tête dès le 25 avril 2008 avec sa convocation à dix heures précises à la Direction de la Police Judiciaire officiellement pour l'Affaire dite de l'avion BBJ-II. Or, dans l'entre-deux du 20 mars et du 25 avril, M. Jean-Marie Atangana Mebara reçoit l'un de ses correspondants qui lui confia ceci :

Monsieur le Ministre d'État c'est grave ; on t'accuse chez ton "Père" que toi et tes amis Abah et Olanguena vous avez soutenu, voire organisé les émeutes de la fin du mois de février 2008. Je peux te dire que le Président a considéré ces émeutes comme une tentative de déstabilisation. Je te conseille d'écrire à « ton père » rapidement si tu n'as rien à voir avec les événements de février (Atangana Mebara, 2016, p. 30).

Par ailleurs, durant les mois de janvier et de février 2006, la presse à gage financée par des cabinets noirs et des labo-conspiratoires va s'investir dans la production des publications à scandale sur la routinisation et l'« institutionnalisation » progressive et informelle des pratiques homosexuelles entretenues par l'élite camerounaise en générale, et singulièrement, par des proches collaborateurs du Chef de l'État, voire par une confrérie de pédérastes sectaires avides de pouvoir. En effet, cette campagne d'acharnement est conduite par « trois organes privés de la presse [notamment] *La Météo*, *La Nouvelle Afrique* et *L'Anecdote* [qui] publient des listes de personnalités publiques présumées homosexuelles » (Awondo, 2012, p. 69). C'est ainsi que le journal *La Météo*, dans son édition n° 99 du 11 janvier 2006 titre « Mœurs

- Homosexualité au sommet de l'État », suivi de la *Nouvelle Afrique*, « Voici les pédés de chez nous » et enfin *L'Anecdote* qui dressa un « Top 50 des homosexuels du Cameroun ». Tous invoquent de « bonnes sources », égrainèrent des noms des personnalités connues à un titre ou à un autre qu'ils prirent le soin de classer en catégorie : élite politico-administrative, société civile, opérateurs économiques, hommes d'églises, acteurs sportifs et culturels (Machikou, 2009, pp. 1-19). La politisation de ce débat sur l'homosexualité fut considérée par une frange de la population comme étant « un affrontement au sein de la classe politique, estimant que certains [acteurs politiques] usaient du stigmatisme et de [l'intrigue de l']homosexualité pour délégitimer une partie de leurs adversaires politiques » (Awondo, 2012, p. 70). Nadine Machikou montre de ce point de vue que « la fabrique du scandale ne peut être comprise en dehors de l'ambiguïté de la situation post-autoritaire : comment passe-t-on de l'*ethos* de l'un, marqué par une "non compétition", à une reconnaissance de l'autre comme partenaire du jeu politique ? » (Machikou, 2009, pp. 1-19). Pour l'experte, le contexte camerounais serait « marqué par les effets d'une gouvernance productrice de violence et de domination » ; se profilerait ainsi à travers l'homosexualité, un processus de fond [...], celui de la dureté d'une situation post-autoritaire qui amplifie le poids de la sexualité en tant qu'occasion permanente de désordre » (Machikou, 2009, pp. 1-19).

Outre, ce scandale permit de mettre en débat la question des valeurs et de la dignité morale des gouvernants camerounais. À ce propos, Fabien Eboussi Boulaga jugea que l'instrumentalisation et l'appropriation sociale de cette crise sexuelle et politique favorisa une forte interrogation sur la légitimité et l'éthique de « ceux qui sont au pouvoir par la manifestation au "Peuple camerounaise" de leur dignité morale » (Eboussi Boulaga, 2007, p. 6). Ainsi, « en citant nommément parmi l'élite nationale les auteurs d'une « pratique immorale » du point de vue des représentations collectives, les journalistes désignaient les « coupables » de la dérive du pays. Accuser ces personnes de s'adonner à des « pratiques sexuelles honteuses » reviendrait à dénoncer publiquement la défaillance d'hommes de pouvoirs suspectés d'avoir transgressé la loi dans un contexte où l'homosexualité est prohibée » (Abéga, 2007, p. 96). Par ricochet, « c'est poser la question de la désignation, des mécanismes qui ont présidés à leur sélection et hypothéquer leur longévité au poste qui leur a été confié » (Awondo, 2012, p. 70).

Derrière la construction de cette indignation socio-médiatique se cacheraient, d'une part une volonté tacite d'ouvrir un débat sur le profil moral de ceux qui gouvernent et sur ceux qui envisageraient conquérir le pouvoir, et, d'autre part, une manœuvre de liquidation et d'exclusion de certains acteurs politiques du jeu du changement au regard de leurs supposées orientations sexuelles. Dans cette perspective, Alexis Tcheuyap estime qu'une double fixation fut portée sur la personne de Marafa Hamidou Yaya, Ministre d'État, ancien Secrétaire Général à la Présidence de la République et membre du Comité central du parti au pouvoir (2014, p. 208). Le journal *L'Anecdote* spécialisé dans la publication des « vrais-faux » scandales politico-financiers, dans la destruction de l'offre politique concurrente au « Renouveau » et dans la promotion de la détestation de certains pourfendeurs du régime en place – publia dans sa parution

n° 573, du 4 juin 2012 un article intitulé « La Marafa Anustocratie » établissant un rapprochement entre la constitution d'une association homosexuelle et le contrôle du pouvoir. Ce bulletin releva que l'« anus du pouvoir et le pouvoir de l'anus » tendent à devenir une stratégie de conquête et de conservation du pouvoir au Cameroun (Tcheuyap, 2014, p. 231). Marafa Hamidou Yaya y fut présenté comme le Chef de fil¹ d'une préparation d'un « coup d'État homosexuel » au Cameroun. Fondée sur l'invention des « Club Homo », « épouses », « conquêtes » et « hommes-femmes » (Tcheuyap, 2014, p. 228)², l'indexation homophobe fut instrumentalisée par la presse pour légitimer un « combat républicain » contre la dépravation politique et la (dé)civilisation des mœurs sexuelles de élites politiques ; quoi de mieux pour détruire des adversaires politiques dans une société camerounais homophobe où « la pratique de l'homosexualité « est assimilée d'emblée à la sorcellerie » (Abéga, 1995, p. 104 ; Menguele Menyengue, 2016, pp. 67-86). En fait, « les journalistes savent que les mœurs dont les hommes publics sont les auteurs font partie des sujets intéressants qui attirent l'attention d'un public désenchanté par un monde politique rendu familier et moins mystérieux par les médias, en introduisant dans le jeu politique quotidien des faits inattendus, qui choquent la morale » (Pigeat, 2000, p. 202 ; Vouffo, 2017, pp. 1-31). Toutefois, malgré cette forte fixation sur certains dignitaires du régime, « le Directeur [de *L'Anecdote*] réfute pourtant toute implication et visée commerciale à son action ; il récuse aussi la thèse qui y voit une manœuvre pour faire chanter les personnalités publiques et leur extorquer de l'argent sous peine de lynchage sur les tabloïds » (Awondo, 2012, p. 70 ; Soudan, 2006).

Outre, la mobilisation de l'argument complotiste dans la prise amoralisée du pouvoir présidentiel au Cameroun va être de plus bel instrumentalisée pour enfoncer l'ex-ministre de l'Administration territoriale et de la décentralisation. Après la migration du phénomène *Boko Haram* dans la zone septentrionale du Cameroun, la thèse du complot va être évoquée. En effet, une partie de l'opinion publique estime que les attaques menées par cette aile islamiste intégriste relèvent d'une intrigue savamment orchestrée par les ennemis internes et externes avec pour *modus operandi* la mobilisation de la terreur pour engendrer un dialogue politique susceptible de ramener le pouvoir politique dans le Grand nord. Monsieur Marafa Hamidou Yaya apparaîtrait comme l'un des idéologues et activistes de cette entreprise de reprise anticonstitutionnelle de la Présidence de la République par le groupe islamo-nordique. Il se pourrait que ce dernier s'affirmait comme celui dont le profil et la candidature au poste de Président de la République faisaient consensus. Comptant des soutiens à la fois parmi « l'élite du nord » mécontents du sort fait à

¹ Ayant à la suite des personnalités tels que : Jean-Emmanuel Pondi, un popotin intellectuel ; Youssouf Alim Adjidja, l'alliée contre nature ; Benjmin Obelabout, le pion des renseignements Marafa ; Jean-Claude Adjessa Melingui, le Maire dévergonde, Ousmanou Moussa, l'électrification dévergonde ; Francis Fai Yengo, l'administrateur infidèle ; etc.

² Cet acharnement contre la personne et la personnalité de M. Marafa Hamidou Yaya et ses présumés alliés prospéra à travers d'autres publications, *La Nouvelle Presse* de Blaise Mvié qui deviendra *la Nouvelle* et *L'Anecdote* d'Amougou Bélinga en firent une série de tribunes : « Exclusif. Comment Mafara Hamidou Yaya a tenté d'imposer l'homosexualité au sommet de l'État » (n° 572, 28 mai 2012) ; « Homosexualité. Marafa : ses femmes » (n° 573, 4 juin 2012) ; « Tribunal de 1^{re} instance d'Ékounou : E. Pondi dévoile ses réseaux marafistes » (n° 591, 8 octobre 2012).

leur héraut. Il se peut que l'ancien Ministre de l'Administration Territoriale ait entretenu en effet un lien fort avec la France, dont il aurait bénéficié d'une protection sous la Présidence de Nicolas Sarkozy » (Pommerolle, 2015, p. 170). De ce fait, « la France soutiendrait donc cette rébellion pour contrôler la succession et préserver ses intérêts et ceux des entreprises françaises » (Pommerolle, 2015, p. 170). S'il est vrai que pour M. Enoh Meyomesse, le Grand-Nord n'a jamais cessé d'œuvrer et de manœuvrer pour le retour au pouvoir d'un homme du septentrion ; et que, Marafa Hamidou Yaya s'était imposé au cours du temps et de l'espace politique comme le « digne successeur naturel » de M. Ahmadou Ahidjo (Enoh Meyomesse, 2016) – chose est de constater que l'ancien Secrétaire d'État à la Présidence de la République n'a jamais formulé ouvertement ses velléités présidentielles. Or, force est de remarquer que, « Pour la plupart, les SG/PR ont subi les tentations du palais [...]. La belle aventure se termine souvent par la déchéance ou derrière les barreaux » (Siki, 2010 ; Atangana Mebara, 2016, p. 24). Croire ou nourrir le projet de devenir Président de la République au Cameroun est une ambition suicidaire et périlleuse notamment pour les hauts membres de l'équipe gouvernementale et pour les proches collaborateurs du Président Paul Biya qui, pour la plupart deviennent non pas des locataires du palais présidentiel mais, des « captifs » de « l'opération épervier ». En effet,

dès l'interpellation du Ministre Titus Edzoa, les velléités de politisation de la campagne de lutte contre l'enrichissement illicite public et notamment les détournements de fonds publics se font manifester. Le fait est qu'avant son arrestation pour détournements de fonds publics, Titus Edzoa avait démissionné de ses fonctions de Ministre de la Santé pour se porter candidat du Parti des Ouvriers et des Paysans Camerounais (POPC) à l'élection présidentielle du 12 octobre 1997, l'année de son arrestation. C'est pourquoi l'opinion publique, les sympathisants de son parti politique, une certaine opposition politique et une partie de ses frères du même groupe ethnique - les Béti considèrent son arrestation comme une stratégie de conservation du pouvoir et de promotion du *statu quo* au sommet de l'État. Dans le même ordre d'idées, le limogeage, l'arrestation *ad litem* et l'inculpation de l'ex directeur général de la CNPS a donné lieu à des interpellations semblables. Alors qu'officiellement, on le disait condamné pour détournements de fonds publics, il s'est aussi répandu la version officieuse selon laquelle cette sanction serait due aux velléités politiques qu'il commençait à exprimer. Dans le même fief du Président Biya, sa tentative de positionnement personnel et politique constituait une obstruction pour le pouvoir en place comme l'explique Pélagie Chantal Belomo Essono (2007, p. 317 ; Ngando, 2000 ; Menguele Menyengue 2016, p. 113).

Dans un contexte camerounais où les soifs de pouvoir et de changement au sommet de l'État se confondent au complot, l'opération de lutte contre la corruption et la criminalité financière (Tchoupie, 2007) se module en dispositif de neutralisation de certains membres du gouvernement avides de pouvoir d'État.

Entre 1996 et 2012, soit en 16 ans, le Secrétariat Général de la Présidence de la République du Cameroun a été occupé par cinq (05) personnalités [notamment] MM. Titus Edzoa, Amadou Ali, Marafa Hamidou Yaya, Jean-Marie Atangana Mebara et Laurent Easo. Trois de ces secrétaires généraux se trouvent en 2012, condamnés de lourdes peines de prison : M. Edzoa, vingt (20) ans après avoir purgé une première peine d'emprisonnement de 15 ans ; M. Mebara, 15 ans de prison en Cour d'Appel, après avoir été acquitté au Tribunal de Grande Instance, puis 20 ans par le Tribunal Criminel Spécial ; M. Marafa, 25 ans par le Tribunal de Grande Instance. À ces trois personnalités, il convient d'ajouter M. Ephraïm Inoni, ancien Secrétaire Général Adjoint de la présidence qui aura occupé, pendant près de quatre ans, les hautes fonctions de Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République du Cameroun. Toutes ces personnalités ont été ou sont poursuivies et condamnés pour des faits supposés commis dans l'exercice de leurs fonctions au Secrétariat General de la Présidence de la République (Atangana Mebara, 2016, p. 21).

Cette liste non exhaustive n'omet pas les récents déploiements de « l'opération mains propres » notamment, sa dimension purgative et son fort relent de politisation (Pigeaud, 2021), dans le cadre de l'arrestation de M. Edgar Alain Mebe Ngo'o. Partant des travaux d'investigation du Journaliste Jules Koum Koum³, sur les origines de la fortune de l'ex-ministre de la Défense, Edgar Alain Mebe Ngo'o en détention depuis 2019, a écopé d'une condamnation de 30 ans de prison ferme avec confiscation de son patrimoine pour des faits de détournements de 23 milliards de FCFA, de blanchissement aggravé de capitaux, de prise d'intérêts et de corruption (Foute, 2023). Il se dit qu'il aurait surtout été neutralisé juste pour avoir d'autre part nourri des ambitions présidentielles. De toute évidence, et selon le baromètre politique national, les probabilités statistiques d'une importante relance de l'« opération épervier » sont irréversibles en prélude de l'élection présidentielle prochaine. Cela l'est d'autant plus que l'histoire démontre que cet instrument politico-judiciaire et politico-purgatif précède souvent les scrutins présidentiels. C'est dans cette constance qu'il faut lire les dernières effervescences autour du « Covid-Gate » (Dougueli, 2022), de la « Can-Gate », les acharnements médiatiques tant sur Ferdinand Ngoh Ngoh, Secrétaire Général à la Présidence de la République, sur le Ministre des Sports, Narcisse Mouelle Kombi, et également sur Malachie Manaouda, Ministre de la Santé, sur Madeleine Tchunte, Ministre de la Recherche scientifique et sur la personne de Mohamadou Dabo, homme d'affaires ; mais aussi et surtout sur les soupçons de détournements sur les Lignes 65 et 94, avec l'« Affaire Amougou Bélinga » et les supposées implications du Ministre des Finances, Louis Paul Motazé, de Alamine Ousmane Mey, Ministre de l'Économie, etc., respectivement pour les milliards qui auraient été

³ Après avoir subi plusieurs tentatives d'intimidation provenant de l'ancien ministre Mebe Ngo'o, le Journaliste Jules Koum Koum, Directeur de publication du bimensuel *Le Jeune Observateur* et correspondant de *Reporters sans frontières* décède le 4 novembre 2011 de suite d'un accident de circulation à quelque jet de pierre de la cité Capitale Yaoundé.

détournés au Cameroun dans le cadre des fonds allouer par les bailleurs de fonds pour la lutte contre l'épidémie à Covid-19 ; pour le « détournement » des fonds propres au chantier de la Can *TotalEnergies* organisée au Cameroun en 2021 (Touk, 2023, p. 519) ; et enfin sur les dépenses calamiteuses et douteuses en raison de l'absence de transparence, d'observation des prescriptions réglementaires dans la gestion des chapitres budgétaires 65⁴ et 94⁵ durant les douze exercices de 2010 à 2021 (Ottou, 2022). Par ailleurs, entre 2006 et 2009, « les journaux ont abondamment évoqué l'existence d'un groupe informel réel ou imaginaire de dignitaire du R.D.P.C., appelé « G11 » pour « Génération 2011 », se préparant à s'emparer du pouvoir suprême en 2011 » (Onohiono, 2009). De même, au terme de l'année 2009, le Président Paul Biya aurait commandé aux médias de lister et publier des noms de membres du régime soupçonnés d'avoir constitué un groupuscule baptisé « Brutus »⁶, « une nébuleuse complotant contre lui » (*International Crisis Group*, 2010, p. 5 ; Pigeaud, 2011, p. 103). En fait, les présumés membres du « G11 » étaient opposés à la modification de la Constitution de 2008 et à la probable candidature de Paul Biya en 2011. De ce fait, il aurait d'une part, tenté d'amplifier les émeutes de février 2008 avec pour objectif de déstabiliser le Président et d'autre part, engagé des entreprises de prédation de la chose publique pour préparer le changement. Parallèlement, en prélude de la très controversée élection présidentielle de 2011 fut propulsée au-devant de la scène publique l'existence d'une ligue politico-conspiratrice portée vers la prise du pouvoir par l'élimination physique du Chef de l'État. En effet, comme de tradition, « la presse locale a suffisamment signalé l'existence d'un groupe baptisé « Brutus » formé des Ministres, des Directeurs Généraux et d'autres élites privilégiées du pouvoir (montées de toutes pièces par le Président Biya) qui s'apprêtaient à commettre un parricide. Dans ce groupe, on citait : Jean-Marie Atangana Mebara, Polycarbe Abah Abah, Urbain Olanguena » (Ateba Eyene, 2012, pp. 240-241). Il se pourrait que le groupe « Brutus », organiserait des réunions secrètes et aurait engagé des collusions avec l'Élysée, du moins avec l'un des éminents bras séculier de la Françafrique, l'un des meilleurs coursiers et limiers des basses besognes de la France coloniale, en occurrence, Robert Bourgi avec pour dessein de discréditer le Président Paul Biya et prendre le pouvoir. Sans éluder, dénier, infirmer ou confirmer la possibilité d'existence ou de non existence concrète de cette nébuleuse ; force est de remarquer que les différentes personnalités associées à cette « intrigue » n'ont pas été condamnées avec pour chefs d'accusation des faits en rapport avec le complot, ou en lien avec un projet de conquête machiavélique du pouvoir. Bien au contraire, ces leaders dépositaires d'une carrure présidentielle axiomatique ont été en revanche jugés et condamnés à des lourdes peines pour détournements des fonds publics après l'exercice de « l'opération épervier ». En effet, « la campagne anticorruption nommée opération épervier est la dernière arme du Président M. Paul Biya contre

⁴ La ligne de souveraineté « 65 » renvoie aux « dépenses communes de fonctionnement » du ministère des Finances

⁵ La ligne « 94 » renvoie aux « interventions en investissements », gérée par le ministère de l'Économie.

⁶ La liste des noms de personnalités au cœur de cette machination était constituée de : M. Jean Narcisse Mouelle Kombi, M. Marafa Hamidou Yaya, M. Jacques Fame Ndongo, M. Luc Sindjoun, M. Grégoire Owona, Laurent Ezzo, M. Grégoire Owona, M. Laurent Etoundi Ngoa, Mme Catherine Bakang Mbock, M. Francis Fai Yengo etc.

l'émergence des courants rivaux au sein de son parti, puisqu'elle lui permet d'imposer un principe absolu de loyauté à travers des arrestations très théâtralisées et des procès hautement médiatisés des acteurs politiques suite à leurs crimes économiques ou fautes de gestion mais aussi à leur probable ambition présidentielle et appartenance supposée aux fameux « G11 » et « Brutus » (*International Crisis Group*, 2010, p. 19). Ainsi, c'est donc à partir de « 2008 que l'interprétation selon laquelle l'opération épervier apparaît comme un instrument d'épuration politique et de règlements de comptes s'est vraisemblablement enrichie en arguments avec l'arrestation et la condamnation des ex-ministres comme Polycarpe Abah Abah ex-ministre de l'Économie et des finances, d'Urbain Oluanguena Owono, ex-ministre de la Santé publique, de Jean-Marie Atangana Mebara, ex-ministre d'État et Secrétaire à la Présidence de la République... » (Menguele Menyengue, 2016, p. 114). Les tendances de politisation de la sanction et les dynamiques d'instrumentalisation politique de cette opération pourraient davantage s'incrémenter et au mieux s'intensifier à la lisière de l'an 2025 – avec comme grand événement politique, l'élection présidentielle. Bien que l'argumentation complotiste sert à fermer le changement, toutefois, les thèses complotistes contribuent hautement à disculper la responsabilité présidentielle en matière de promotion du « mal africain fondamental : la mauvaise gouvernance (Gwet, 2015).

1.2. « Le coup d'État scientifique » : du narratif du « complot » des caciques à la catharsis du changement par la rue

Au Cameroun, les raisonnements complotistes ne sont pas le fait du hasard. Ils sont voulus et pensés à des fins parfois inavouées et insoupçonnées. La promotion des thèses du complot obéit à des logiques singulières qui ne sont pas toujours techniquement déchiffrables au premier abord. Comme la religion, ils ont une fonction sociopolitique, symbolique et stratégique. Souvent mobilisé et encensé par des personnalités clivantes et populistes qui font autorité dans la sphère politique et dans le domaine de la recherche. L'argument du complot est brandi astucieusement comme une excuse politique, comme un dispositif de victimisation et de déresponsabilisation du corps présidentiel dans la fabrication de la mauvaise gouvernance et par-dessus tout comme un instrument d'atomisation des velléités de construction du changement par la révolte sociale. Le « complot du réseau » ou le « complot hybride » immacule celui qui commande, nomme et décrète, de telle enseigne qu'il fait de ceux qui ont pour tâche d'appliquer sa politique, une simple caste de comploteurs à qui on donne autant de marge pour accomplir leur dessein contre le Chef suprême et le peuple. Quelle est cette manière atypique de juguler le complot et laissant le complot prospérer ; si le « complot » n'est pas piloté ou maîtrisé par celui qui semble être victime du complot ? Car, comme le complot judéo-maçonnique, ploutocrate, américano-sioniste, judéo-capitaliste et néolibéral (Taguieff, 2021, 61), parfois, les présumés victimes du complot sont le plus souvent les architectes du complot qu'ils dénoncent. Loin de légitimer cette hypothèse, il est judicieux de restituer fidèlement l'ordonnement du postulat-argument du « complot scientifique ».

En effet, le « complot scientifique » est un narratif transtemporel et diachronique. Il se mute et voyage dans le temps politique passé et actuel ; il est à cheval entre une réserve d'action et une action en réserve ; entre une manigance effective et une intrigue en laboratoire. Difficile à situer, il a toujours existé sous la vulgate : « Le Chef de l'État travaille bien ; mais c'est son entourage qui sabote sa politique et sa vision ! » À l'aune des conjonctures fragiles et complexes, cette maxime va se moduler et se raffiner au point de déboucher à une théorisation plus porteuse sous le modèle du « coup d'État scientifique » comme le maintien des pairs, idéologues et intellectuels comme Charles Ateba Eyene, Mathias Éric Owona Nguini et Charlemagne Messanga Nyamding. Reconsidéré et commenté par Saint Eloi Bidoung, le « vrai-faux coup d'État scientifique » ou du « dedans-dehors »

en opposition au complot spirituel ou militaire est, une construction d'intellectuels et d'intelligences qui utilisent des moyens scientifiques pour aboutir à la mise en déroute populaire d'un pouvoir établi au Cameroun. Le complot scientifique ratisse haut et large autour du fauteuil de Paul Biya, les hommes se recrutent dans effroi, autant chez les Kamtoïses que dans la haute administration, la territoriale, l'armée, les services de renseignement, la société civile, la presse et les milieux universitaires. Ils veulent tous le pouvoir, en bande organisée ou en solitaire. Leur arsenal est constitué de pénuries fictives ou organisées, des hausses des prix non justifiables des produits de consommation courante et de première nécessité, des perturbations fréquentes dans la fourniture des services publics ou de grandes nécessités (eau, électricité), le sabotage des projets inscrits au BIP et le détournement des fonds publics destinés au bien-être commun. Ils ont des armes, des méthodes, des stratégies et des alliés insoupçonnés en Occident. Dans le parti, ils ont aussi des moyens financiers et des positions influentes dans la République avec pour ambition : *Biya must go...* Après le SG/PR et d'autres, pour qui sonne le glas ? Quelle est l'opportunité du mouvement de grève des OTS et OTA en pleine rentrée scolaire ? Est-ce un hasard du calendrier la coïncidence avec le débrayage du personnel médical ? À qui profitent l'exclusion et la persécution des soutiens inconditionnels de Paul Biya au RDPC : Messanga Nyamding, Saint Eloi Bidoung, le promoteur du Groupe *L'Anecdote* et d'autres ? (Eloi Bidoung, 2023).

Dans la perspective de restauration de cet imaginaire, le 06 novembre 2023, date commémorative du quarante-unième (41) anniversaire d'accession de M. Paul Biya à la magistrature suprême, le journal *Le Messager* dans sa parution n° 8157 du 06 novembre 2023 renchérit la lexie du « vrai-faux complot scientifique » ourdit contre le Président de la République avec en grand titre « Biya et ses "faux" amis » et en sous-titre « Des ferrailleurs de la mangeoire, faux jetons et champions de "l'*atalaku*" célèbre le "messie" alors qu'ils multiplient des coups tordus, s'emploient de manière sibylline à le déloger et à le chasser du pouvoir », publication à bien des égards injectée dans le circuit médiatique pour entretenir et relancer l'imaginaire-fait du complot méthodique.

À qui profite ce narratif, à l'hégémon du régime intermittent ou aux forces du changement ? Il est indéniable que cette manie de l'excuse de la mal gouvernance par la mobilisation de la « théorie du complot » s'impose davantage comme une manière subtile de résister au changement tout en l'admettant au niveau de l'équipe gouvernementale qui rote parfois mais, le complot demeure. Le soubassement de ce narré du complot tous azimuts relève plus de la défense du « Nouveau » que de la dénonciation d'un « vrai-faux complot » dont l'exercice est quotidien. Chaque fois que le « régime inamovible » est sous l'étau, la rhétorique du « coup d'État scientifique » vient à sa rescousse. Face à la polémique inhérente à la communication plus ou moins maladroite et incommode du Ministre de l'Administration Territoriale, M. Paul Atanga Nji, présentant les mototaxis « indociles » comme des condiments à mouliner ; au gré de la publication des vidéos compromettantes et obscènes de certains responsables publics ; à l'aune de la divulgation de certains dossiers confidentiels de l'État ; au fil des allégations en rapport avec les supposés biens mal acquis de la famille présidentielle et à la suite du scandale judiciaire inhérent à l'imbroglio de la « vraie-fausse » ordonnance de libération de M. Jean-Pierre Amougou Belinga et de Léopold Maxime Eko Eko dans le cadre de l'Affaire Martinez Zogo – la rhétorique du « complot scientifique » comme justification artificieuse vient constamment saper les « faits » et les affirmations, mais aussi et surtout, sert à fabriquer un ennemi aux commandes de la déstabilisation du Cameroun. Par cette astuce de décompression sociale de la fixation citoyenne sur le vice décrié, par le management stratégique de l'« erreur » produite par le camp de ceux qui gouvernent – on désorganise les mouvements sociaux à venir, on tue dans l'œuf la capacité de mobilisation sociale pour la justice populaire et pour le changement global par la rue.

Le recours tactique au « complot » n'est pas seulement le simple fait des entrepreneurs politiques plus ou moins solidaires à la continuité du système gouvernant ; « les théories du complot » sont également largement utilisées par certaines formations politiques de l'opposition complotophobe.

2. L'opposition complomaniaque : les usages utilitaristes des « complots » dans la conquête du pouvoir et la préparation du changement

Le propensionnisme et l'inflationnisme des récits complotistes en prélude du changement ne sont pas des phénomènes anodins. Les origines psychologiques et affectifs de ce tropisme politique dérivent du raidissement de vieilles dissensions sociopolitiques et de l'échec de l'opposition à la dernière élection présidentielle qui, mal adressés ont accouché des ritournelles et des imaginaires soutenus du complot. Cette inclinaison renseigne davantage sur le clivage béant qui oppose les « nouvelles écuries politiques émergentes » à la coalition dirigeante sur la problématique du changement au sommet de l'État. Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (M.R.C.) de M. Maurice Kamto et le Parti Camerounais pour la Réconciliation Nationale (P.C.R.N.) de M. Cabral Libii Li Nguè, en perte de vitesse et en mal d'idées politiques à même de produire un projet de société pertinent et conséquent – font la politique du complot. Dans une société politique où la rumeur se substitue à l'information vérifiée et vérifiable ; où

les masses sociales et citoyennes expriment un certain appétit, voire une attraction paronymique aux arguments complotistes, ces formations politiques de l'opposition mobilisent les « théories du complot » pour répondre à la demande sociale. Cette « manière de faire la politique » a fini par s'imposer à la fois comme un « argument de campagne » et de survie politique. Elle est symptomatique de la phobie préventive, stratégique et manipulatrice de l'opposition qui, par prudence travaille à communiquer au corps social la méfiance envers les institutions républicaines. Les deux leaders sus évoqués, ayant été confrontés à la spécificité réaliste du jeu politique camerounais lors de la dernière présidentielle du 07 octobre 2018, ont fini par se rendre à l'évidence que le pouvoir se donne et se transmet et, le plébiscite n'est que le couronnement de l'accord « opaque et silencieux » de l'*establishment*. Et, dans cet *oligarchic aggrement*, semblerait-il que les empêcheurs finissent à la place du bûcher – d'où la carte de la sensibilisation et de la diatribe du complot contre l'opposition et contre l'alternance démocratique pour prendre le peuple à témoin de leur possible défaite ou effacement. C'est à la lumière de cette imaginaire qu'une certaine franche de l'opposition camerounaise tend à apparaître comme les « maitres du soupçon défensif et instrumental ». C'est dans le cadre de cette roublardise d'un type rare que, l'excuse artificieuse d'une éventuelle mésaventure à la présidentielle à venir s'accommode et compose avec les « thèses complotistes » consolatrices et victimaires traduites par la promotion de la vraie-fausse psychose du complot contre l'alternance démocratique.

2.1. Le dévoilement du dévoilement : la « lubie » de l'intrigue du « gré à gré », une phobie de la « continuité »

Depuis plus de trois ans (2019-2023), la rhétorique de la fabrique de la succession par l'intrigue du « gré à gré » resurgit de manière intermittente dans l'arène politique nationale ; alors même que l'ouverture de la campagne présidentielle n'est pas officiellement entérinée. La préparation du changement sous ce registre renvoie à l'imaginaire plus ou moins réel et fondé de l'existence d'un « réseau amoral », d'une plateforme fermée et cryptée qui rassemble les hauts dignitaires du régime qui, s'affairent à produire des débats, des suggestions de profils, à mener des transactions, des tractations et des marchandages au sein du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais – avec pour dessein de substituer le « Renouveau » par le (Re)nouveau (changer ontologiquement, dynastiquement et techniquement le Président de la République par son fils). Autrement dit, ce *think tank* mènerait des travaux en sourdine à des fins de susciter un candidat à même de remporter l'élection présidentielle à venir. Ce « cercle de réflexion » est envisageable au vu des transhumances politiques exceptionnelles de certains leaders politiques qui, laissant leurs appareils politiques prennent et reprennent les cartes du parti au pouvoir. La décision de Jean-Jacques Ekindi, fondateur du Mouvement Progressiste (MP) est fort révélatrice de cette possible négociation du changement au sein du parti majoritaire. L'opposition par la voix de ces leaders dénonce depuis 2019 le complot contre l'alternance démocratique qui semble s'esquisser par la

technique du « gré à gré ». À l'aune de certains indicateurs, indiscretions et révélations, M. Cabral Libii va déclarer que

la succession de gré à gré n'est pas envisageable au Cameroun, ce serait le chaos total, personne n'en voudra. Pour rappel, Paul Biya a obtenu le pouvoir de manière institutionnelle [en 1982], il n'a pas été élu. Mais c'était le dernier Président qui accédait au pouvoir de cette manière dans notre pays. Le peuple étant suffisamment mature pour barrer la route à une telle machination, au cas où certains illuminés nourrissaient l'ambition de l'envisager. Le clan des affidés doit bien l'intégrer que le prochain Président du Cameroun sera élu, et ce par les urnes, au cours d'une élection transparente et crédible. Le reste c'est de l'agitation inutile, parce que la majorité n'acceptera jamais ce gré à gré. Les Camerounais apprennent désormais à lutter pour que leur voix soit entendue et pris en compte. Ce sera sûrement l'affront de trop (Simo, 2019).

Commentant cette actualité, lors d'une émission sur *Mo'Radio*, le Samedi 23 juillet 2022, Dieudonné Essomba asserta que « Quand ils disent que le Cameroun n'est pas le Gabon, ils disent ça sur quelle base ? Si on apprend que Franck a remplacé son père, ceux qui s'agitent-là vont faire quoi ? Ils contrôlent l'armée, non ! Ils contrôlent *ELECAM* ? Non ! Ils contrôlent la capitale, non ! » De ce point de vue, il envisageait que l'opposition camerounaise n'avait pas les moyens de mettre en déroute le complot entendu ici comme la construction d'une succession dynastique car, la mise en échec d'une telle manœuvre est tributaire d'un rapport de force qui semble peu favorable à une opposition démobilisée et désorganisée.

En réponse à cette déclaration, Cabral Libii Li Ngué réitère sa mise en garde en révélant dans une publication sur *Facebook*, avec un style pédagogique, mâtiné de fermeté que « le pouvoir ne se ramasse pas comme des gousses d'ail au marché. Le pouvoir ne se donne pas comme une poignée d'arachides. Le Cameroun n'est pas et ne sera jamais une bananeraie que les gens se transmettront de père en fils. Jamais ! Quiconque veut succéder à Paul Biya doit s'apprêter à gagner une élection... » (Libii Li Ngué, 2022). La propension de dénonciation et de semonce de l'intrigue du « gré à gré » ne va pas s'arrêter là. Dans un registre similaire, M. Maurice Kamto, sorti deuxième à la présidentielle du 07 octobre 2018 et dont les militants de son parti continuent de crier au *hold-up* électoral va, lors de son adresse à la « Nation » camerounaise du 19 mai 2020, alerter à nouveau le peuple des manœuvres basses visant à opérer le changement au sommet de l'exécutif par le mécanisme vicieux du « gré à gré ». « Mes chers compatriotes... Les artisans du gré à gré sont plus que jamais à l'œuvre. Par ce biais, ils veulent accélérer le cours de l'histoire à leurs fins, au mépris de toutes les règles démocratiques de dévolution du pouvoir et des souffrances du peuple camerounais... Qu'il soit clair pour tous : nous n'accepterons jamais aucune forme de succession de gré à gré à la tête de l'État. Nous nous dresserons contre toute manipulation, même constitutionnelle, tendant à l'accession à la fonction suprême par les moyens autres qu'électifs... » avait-il déclaré (Kamto, 2022).

Dans ces différents discours politiques, ces entrepreneurs du changement instrumentalisent l'éthique du changement tout en exprimant subtilement leur phobie de voir émerger la candidature de Franck Biya, le fils du Président en exercice. C'est à cet effet que la logorrhée du complot contre l'alternance normaliste et constitutionnel s'affirme comme un cache-sexe, une forteresse qu'ils dressent tous contre un profil présidentiel qu'ils jugent redoutable et sérieux. Toutefois, signalons à ce propos que depuis bientôt cinq ans (2018-2023), dans les équations et les scénarios spéculatifs de l'après Biya, l'hypothèse de la prise du pouvoir par son fils se précise davantage. C'est ainsi qu'on observe une mobilisation collective, une application de certains stratagèmes subliminaux à l'effet d'incruster dans la psyché des citoyens camerounais, le profil de Franck Biya comme digne successeur de son père. Par ailleurs, « de nombreux mouvements [transcommunautaires soutiennent] et appellent le fils « aîné » du Président, à briguer la magistrature suprême » (Kouagheu, 2023 ; Menguele Menyengue, 2023, pp. 437-440). En outre, les faits et gestes de ce citoyen interrogent. Ils sont perçus d'une part comme une entreprise discrète de raffinage de sa personnalité et d'initiation de sa personne à la gouvernance d'État ; et, d'autre part, comme une démarche construite dans l'optique de lui doter de l'envergure présidentielle nécessaire à son envol. S'il n'a tout au moins jamais officiellement exprimé des ambitions présidentielles ni briguer un mandat électif et, tout au plus, en aucun cas assumé une fonction politique ou administrative au cœur du système gouvernant ; force est de constater que la présence appuyée de M. Franck Biya auprès de son père questionne. Il est parfois dans la loge présidentielle sans fonction politique, son implication dans les voyages officiels du Chef de l'État entretient l'idée d'un d'adoubement international. Le 26 juillet 2022, lors de la visite officielle de Président Macron en terre camerounaise, il a été présenté au Chef d'État de l'ancienne puissance tutélaire. Toujours dans le contact, voire dans la collusion avec les réseaux du pouvoir et de fabrique des hommes d'État, le 6 novembre 2022, lors de la célébration du quarantième anniversaire de l'accession à la magistrature de son père, comme un symbole, Franck Biya avait été reçu et décoré des attributs du pouvoir traditionnel par le Lamido de Rey-Bouba, Aboubakary Abdoulaye, lors de sa visite à Garoua. En marge du Congrès des Franckistes prévu à Endom, le « 25 novembre 2023 » ; le 08 octobre 2023, Franck Biya a brillé par sa présence au chevet des victimes du drame de Mbankolo, un *township* de Yaoundé. Choses qui interpellent à plusieurs égards. Nonobstant, il convient de rappeler que ce dernier, malgré le fait d'avoir déclaré publiquement le 06 novembre 2023, date d'anniversaire des quarante ans de pouvoir du Président Paul Biya, célébré à Nice en France – que M. Paul Biya est « le leader naturel du parti ; il est important que l'on ne brouille absolument pas le message, nous devons rester dans son sillage et tenter de l'accompagner » ; certains acteurs de l'opposition modulent *nolens volens* leur suspicion présidentielle à l'endroit de M. Franck Biya.

Or, il est important de relever que le 04 septembre 1991, à Bertoua, le Président Paul Biya prescrivait que « l'enjeu majeur du Cameroun aujourd'hui se situe sur le terrain de la légalité et de la légitimité républicaine... Tous les changements, [...] doivent se faire avec l'accord du peuple. Toute manœuvre contraire est antidémocratique, donc inacceptable. C'est la loi de la majorité qui l'emporte » (Mouelle

Kombi, 2013, p. 46). Ce discours participait à marquer la centralité du droit constitutionnel dans la fabrique du changement. Dans la même veine, lors d'un entretien accordé à *France 24* et diffusé le 30 octobre 2007, le Président Paul Biya avait exclu l'hypothèse d'une production du changement via des raccourcis politiques ou par le népotisme en ces mots « Nous avons fait tous ces efforts pour bâtir une démocratie. Le moment venu, il y aura des candidats. Je crois que l'idée de préparer quelqu'un ou de... C'est un peu des méthodes proches de la monarchie ou de l'oligarchie. Les Camerounais sont assez mûrs, ils pourront le moment venu, choisir... Je crois que dans une démocratie qui fonctionne bien, le mot dauphin raisonne mal ». Dans un contexte où certains idéologues du « coup d'État scientifique » opinent que le Président est pris en otage, que ses directives et ses convictions semblent ne plus faire foi – en ce sens que celles-ci sont de plus en plus banalisées et transgressées par ses proches collaborateurs. Cet imaginaire donne aux colporteurs de l'intrigue du « gré à gré », une large marge de possibilités d'exposition du complot fomenté par une certaine classe dirigeante à l'effet de faire parvenir un cacique du régime et/ou le fils du Chef de l'État au pouvoir lors de la prochaine élection présidentielle. L'argument complotiste ne s'arrête pas là, jusqu'au-boutisme, les thèses du complot envisagent le pire.

2. 2. La rhétorique de la nuit des longs couteaux : de la diabolisation du « Renouveau » aux prédictions autocréatrices du complot contre l'opposition

Dans les rangs de l'opposition camerounaise, l'approche a toujours été d'anticiper les manœuvres complotistes de l'ordre gouvernant colonial et postcolonial – d'où les prédictions d'intentions complotistes du camp d'en face. Certaines formations politiques historiques et émergentes de l'opposition (l'U.P.C., le S.D.F., le M.R.C., et le P.C.R.N.), s'affirmant comme des alternatives politiques porteuses d'une offre politique concurrente susceptible d'apporter le changement – ont toujours brandi le complot de la classe dirigeante comme le principal écueil de l'accomplissement de leur messianisme politique. Cet imaginaire frisant à la paranoïa plus ou moins légitime s'est muté en postulat qui, à son tour, a débouché à des « prophéties auto-créatrices » et « auto-réalisatrices » du « vrai-faux complot » prédit et redouté – comme cela se donne à voir dans le cadre de l'organisation rituelle à coloration identitaire des obsèques symboliques de M. Maurice Kamto par certains chefs traditionnels de la Lékié, le 24 novembre 2023, dans le village Nkolngal – consécutive à leur interprétation âpre de son hommage adressé à M. Hubert Mono Ndjana à la suite de sa disparition, le 16 novembre 2023.

Cette sortie politique et les attaques *ad hominem* ont d'une part aidé substantiellement le leader charismatique du M.R.C., à s'affirmer davantage à la fois, comme le radiateur du débat public et le métronome de l'effervescence du jeu politique au Cameroun et, d'autre part, comme un homme politique dont les interventions sont fortement attendues, suivies, politisées et dépolitisées en fonction des rationalités et des positions des exégètes. Du leader toxique à l'homme providentiel, le témoignage de ce phénomène politique, comme la majorité de ses déclarations cristallisent les chapelles sociopolitiques antinomiques (stationnaires vs réformistes) et attisent le campisme de rentes (*Tchokophile* vs *Bali-*

baliste)⁷ vieux des élections présidentielles passées. Au cœur de ce clanisme atypique au soubassement ethno-tribal et régional brille la première faction : celle des *Kamtophobes* (haineux-peureux) adeptes de « l'enfumage de la dénégation » (Tisseron, 2022, p. 19), du *Kamto-bashing* traduit par la détestation de sa personne, de sa personnalité et de sa politique. Pour cette clique, la création du M.R.C., est un complot contre le R.D.P.C. ; toute action ou (in)action du guide du M.R.C., est strictement considérée comme une connerie et une alogie. Bref, une faute morale et politique suprême - qui légitimise le droit de conspirer contre lui ou qui admet sans équivoque un narratif dépréciatif du volume total de ses capacités. Ces « snipers politiques » découlant de l'aile plus ou moins extrémiste de la continuité du « Renouveau », sont le plus souvent originaires du Centre-Sud et du Grand-Nord.

Quant à la seconde coterie, celle des *Kamtolatres* (adorateurs), elle est davantage portée vers l'apologie du messianisme politico-identitaire du leader et, vante le courage de ses idées et le brio de ses convictions. Comme un illuminé honore et accompagne son gourou, les *Kamtofollowers* (suiveurs) sont prêts à tout. Les Kamto-dépendants et *Kamtophiles* haïssent le « Renouveau ». Ils ont ramené la politique du « quoi qu'il en coûte » des années nonante caractérisée par les luttes frontales et sanglantes pour le changement. La *Kamtosphère*, moyennement *njanguiste ou réunionniste* sur le bord – s'alimente et se revitalise bien aussi des « théories du complot ». Pour ce fourre-tout, c'est Kamto à Etoudi ou rien. Cette branche radicale à la maille territoriale nationale et internationale confond l'erreur politique de leur leader au complot extérieur et intérieur, c'est le règne du « tout est contre nous ». Ayant une fibre frondeuse très poreuse, une rebellitude poussée, elle compte des hommes venant abondamment de la région du Grand-Ouest et du Littoral indocile. L'imaginaire du « vrai-faux complot » des ultra-Biyaïstes est aussi fort mobilisé dans la justification de la suspension sous-préfectorale de l'autorisation du Congrès du P.C.R.N., programmé du 15 au 17 décembre 2023 à Kribi et, dans les dissensions internes sous fond de conflit d'autorité qui opposent l'honorable Cabral Libii Li Ngué à Robert Kona sur la direction du Parti.

Toujours dans la mobilisation des « théories du complot », le 13 mars 2020, à Garoua, l'un « des socles granitiques » de l'électorat du parti au pouvoir, M. Maurice Kamto, ce jour-là, [subit] un incident mettant en cause un gendarme en civil, à bord d'une moto, portant une arme et suivant le cortège de l'opposant qui se rendait dans la ville de Maroua a été appréhendé par l'entourage du président national [de ce parti] (RFI, 2020). Très rapidement, la cellule de communication de cet appareil politique proclame que « son Président, Maurice Kamto [a] échappé à une tentative d'assassinat à Garoua ». Sans prendre aucune

⁷ Dans l'argot a-moral camerounais, le *Tchoko* c'est la rétribution informelle ou formelle liée à un service malhonnête et malsain. L'électeur ou le militant *Tchokophile* est un amoureux de la récompense électorale (sardine-pain-bière, argent, lime-machette, nomination, arrêt de poursuite judiciaire, etc.), du service rendu (vote sanction et de complaisance, fraude électorale pour la continuité du Renouveau, etc.). Quant au *Bali-bali* encore appelé *Jambo*, c'est le jeu de hasard qui engage une mise collective ou individuelle dans l'optique de remporter un gain. L'électeur ou le militant *Bali-baliste* est un parieur politique plus ou moins accompli qui s'intéresse à la loterie présidentielle en pariant sur le joueur-candidat qui lui est proche (identitaire et idéologique) et dont les probabilités statistiques de victoire à la présidentielle ne sont pas négligeables.

réserve langagière, ce parti désigne le régime en place comme principal commanditaire de ce qu'il considère comme une tentative d'attentat dans le communiqué qu'il prend le soin de relayer dans plusieurs représentations diplomatiques occidentales. À l'antipode de cette version, le communiqué officiel du Ministre de la communication relève que cet individu est un « gendarme commis dans une mission classique de renseignement, en conformité aux usages professionnels et aux prérogatives de droit dévolues aux forces de maintien de l'ordre » (*Idem*).

Le M.R.C., a un rapport atypique aux « théories du complot ». Le complot comme *ultima ratio* autorise un usage rationnel des évènements et de la réalité en situation. Faire la politique victimaire du complot revient à indexer le « Renouveau », entendu comme l'ennemi, comme la figure et l'incarnation du mal en politique. Pierre-André Taguieff corrobore cette stratégie politique lorsqu'il estime que « par l'usage des « théories du complot », on diabolise l'adversaire, on le transforme en ennemi absolue, contre lequel tout est permis. [Les couacs], les maux qui frappent les peuples, [les hommes politiques] ou le genre humain sont attribués à l'action de puissances maléfiques, selon le principe simpliste : le mal engendre le mal. Le mal ne peut venir d'ailleurs, du monde de l'ennemi... » (2015, p. 69). Tout se comprend et s'explique par le complot. À l'absence du complot, on fabrique le complot pour se donner une résonance politique constante dans les consciences sociales et sociétales. Poussé à la pointe, le management du « vrai-faux complot » rejette la thèse officielle, elle s'enferme dans sa croyance. Car, par le complot, on peut rebondir en politique dans un contexte où une bonne frange de militants du parti a le ressenti d'avoir été trahie par celui qui avait jadis été considéré comme un homme providentiel. La non-participation du M.R.C., au double scrutin législatif et municipal du 9 février 2020 justifiée par la rumeur d'une « prime au boycott » d'un milliard va davantage amplifier cet imaginaire. Au reste, toujours dans la mobilisation opportuniste des « thèses complotistes », le 07 juin 2023, le Président National du M.R.C., M. Maurice Kamto fait une « déclaration sur un projet ténébreux ourdi par des cabinets noirs et certains éléments des services de sécurité de l'État contre des citoyens et des partis politiques camerounais ». Il révélait en substance que,

dans les informations/rumeurs en circulation, le M.R.C., a appris qu'une opération d'élimination physique de son Président national et de certains cadres, otages politiques (au regard de l'avis n° 63/2022 du Groupe de Travail sur la Détention Arbitraire (GTDA) du 04 novembre 2022) serait déjà planifiée dans certains services spéciaux de l'État. Ce projet funeste n'est pas nouveau. Un an après la création du M.R.C., en 2012, les extrémistes du régime avaient déjà planifié une opération d'élimination physique du Président national de notre parti et d'un de ses proches collaborateurs... Donc avis à ceux et celles qui dans nos rangs, en échange d'argent, de promesses de postes auraient pris l'engagement de détruire le MRC de l'intérieur [...].

À la frontière entre le symbole et la réalité (Mezaguer, 2012), la marotte de la « planification » qui sous-tend l'argument complotiste donne au discours politique une élasticité pérenne susceptible de prévenir

dans le temps long, la dynamique conspirationniste en laboratoire. La technologie du schéma narratif du Président national du M.R.C., compile le complot vertical et horizontal, exogène et endogène créant ainsi un réseau complotiste complexe où la totalité est un complot. En stratifiant la toile des ennemis du parti de manière pyramidale, la « théorie du complot » évoque la première catégorie d'acteurs majeurs du complot (les extrémistes du régime), puis, plonge dans la victimisation et la diabolisation tout en versant dans les conjectures et les stéréotypes qui, comme un tremplin permettent de faire du Président du parti « un martyr, un bouc émissaire » (Jamin, 2009, pp. 45-54 ; Boia, 1998, pp. 191-192).

Toujours dans l'exégèse du discours du 07 juin 2023, comme Chip Berlet, le M.R.C., tendait à expliquer tout par la conspiration « pour décrire le processus social grâce auquel l'hostilité et les griefs d'un groupe frustré et fâché sont dirigés ailleurs que vers les causes réelles des problèmes sociaux, et notamment vers un groupe diabolisé et considéré comme malveillant » (2008, p. 8). En faisant la politique du complot, précisément celle visant à faire des citoyens des victimes accessoires du « vrai-faux complot », l'objet est de toucher leurs orgueils, de stimuler la responsabilité incompressible qui est la leur de se défaire du mal qui ne peut être efficacement purgé qu'en mutualisant la force citoyenne et la force sociopolitique pour s'affranchir d'un ennemi commun : le Renouveau, confondu à l'État. Cette indifférenciation ouvre ainsi, des possibilités de détestation de l'État dont les fondations seraient bâties sur le complot contre la « Nation ». La mise en garde des ennemis internes est non seulement une approche de docilisation et de domestication de la diversité et des contradictions internes (révélatrices du dynamisme et de la vitalité de tous cercles pensants) et, surtout de légitimation des potentielles exclusions dans le parti par l'instrumentalisation de l'indiscipline, de la trahison ou de la violation de la ligne politique du parti. L'argument du complot permet de faire le ménage en interne, de régler des comptes aux présumés ennemis du dedans, de démobiliser les prétendus adversaires du dehors tout en mettant intégralement ce qui adviendra dans le compte du complot annoncé. Pourtant, « le problème social [le complot dénoncé ou annoncé] peut être vrai ou imaginaire, les griefs légitimes ou illégitimes, les membres du groupe visé peuvent être innocents ou partiellement coupables... » (2008, p. 8), d'où la prudence dans l'interprétation des phénomènes sociopolitiques et la retenue dans la mobilisation de l'argument complotiste dans le jeu politique.

Conclusion

De *l'opium des imbéciles* (Reichstadt, 2019) au joker des entrepreneurs politiques, les thèses et les récits complotistes offrent une palette de possibilités et de résultats que le « politiquement correct » (Bock Côté, 2019, p. 16) produit peu ou pas. Ils entretiennent le flou qu'ils veulent clarifier, instrumentalisent la justice, légitiment la persécution et, participent à la fabrique de la victimisation « nécessaire » à la survie politique. Puissant outil politique et stratégique, les raisonnements complotistes s'imposent comme une arme politico-démagogique, insidieuse, pernicieuse et létale. Prisée par les groupes plus ou moins rivaux engagés dans la lutte frontale et sauvage pour la conquête, le contrôle et la conservation



du pouvoir suprême au Cameroun. Le régime en place et l'opposition mobilisent respectivement les argumentaires complotistes pour verrouiller le changement, pour exonérer le Président Paul Biya des dérives en rapport avec la mal gouvernance, pour manipuler les masses sociopolitiques, pour se préserver des « vrais-faux complots » et pour rebondir en politique. La prévalence des accusations complotistes et conspirationnistes dans nos sociétés politiques contemporaines informe sur le délitement progressif de l'éthique politique qui, entorse la démocratie. Avatar de nos démocraties en déclin – fantoches, grippées et corrompues (Touk, 2023, p. 489), le recours perpétuel à cette vieille « manière de faire la politique » introduit-il l'ère virale de la complocratie et du complotisme ? Augure-t-il le crépuscule de la démocratie (Delsol, 2020) et de la politique éthique – où les « théories du complot » et la complotologie s'établiraient graduellement et respectivement à la fois, comme une normalité du jeu politique et comme la seule grille d'analyse des faits politiques ?

Bibliographie

- Abéga. S.C., (1995). *Contes d'initiation sexuelle*. Yaoundé : CLÉ.
- Abéga. S.C., (2007). « La presse et l'État : l'exemple des procès sur l'homosexualité », *Terroirs*, (1-2) : 95-112.
- Atangana Mebara. J.-M., (2016). *Le Secrétaire général de la présidence de la République du Cameroun : entre mythes, textes et réalités*. Paris : L'Harmattan.
- Ateba Eyene. C., (2012). *Le Cameroun sous la dictature des loges, des sectes, du magico-anal et des réseaux mafieux, de véritables freins contre l'émergence en 2035*. Yaoundé : Saint-Paul.
- Awondo. P., (2012). « Médias, politique et homosexualité au Cameroun : retour sur la construction d'une controverse », *Politique africaine*, 2 (126) : 69-85.
- Belomo Essono. P.C., (2007). *L'ordre et la sécurité publics au Cameroun*, Thèse de Doctorat en Science politique, Institut d'Études Politiques de Bordeaux.
- Berlet. C., et Matthew Lyons. L., (2000). *Right-Wing Populism in America: Too Close for Comfort*. New-York: Guilford Press.
- Bigombe Logo. P., et Menthong. H.-L., (1996). « Crise de légitimité et évidence de continuité politique », *politique africaine*, (62) : 15-23.
- Bock Côté M., (2019). *L'empire du politiquement correct*. Paris : Les Éditions Cerf.
- Boia. L., (1998). *Pour une histoire de l'imaginaire*. Paris : Les Belles Lettres.
- Bourdieu. P., (1985). « Espace social et pouvoir symbolique », dans *Choses dites*. Paris : Minuit.
- De Coster. M., et al., (2006). *Introduction à la sociologie*, 6^e édition. Paris : Bibliothèque nationale.
- DeHaven-Smith. L., (2013). *Aux Origines de la « théorie du complot »*. France : Yves Michel.
- Delsol. C., (2020). *Le crépuscule de l'universel : l'occident postmoderniste et ses adversaires*. Paris : Du Cerf.
- Dougueli. G., (2022). « Covid-gate » au Cameroun : Ferdinand Ngoh Ngoh visé par un mandat d'arrêt d'amener », *Jeune Afrique* du 24 octobre 2022. <https://www.jeuneafrique.com/1387756/politique/covidgate-au-cameroun-ferdinand-ngoh-ngoh-vise-par-un-mandat-d-arret-d-amener>. Consulté le 03 octobre 2023.
- Eboussi Boulaga. F., (2007). « L'homosexualité au Cameroun : problème politique ? », *Terroirs*, (1-2) : 6-10.
- Eloi Bidoung. S., (2023). « Au Cameroun, le coup d'État scientifique se profile et se peaufine. » *Actu Cameroun* 04 septembre 2023. <https://www.google.com/amp/sactucameroun.com/2023/09/04/saint-eloi-bidoung-au-cameroun-le-coup-detat-scientifique-se-profile-et-se-peaufine>. Consulté 04 octobre 2023.
- Emvana. M.R., (2005). *Paul Biya : les secrets du pouvoir*. Paris : Karthala.
- Enoh Meyomessé. (2016). *Le cri du Nordiste au Cameroun aujourd'hui : d'Ahmadou Ahidjo à Marafa : À quand à nouveau le pouvoir*. Yaoundé : Les Éditions du Kamerun.
- Fay. B., (2011). *Complocratie : enquête aux sources du nouveau conspirationnisme*. Paris : Du Moment.
- Foute. F., (2023). « Fin de partie pour Edgar Alain Mebe Ngo'o, ancien ministre de Paul Biya », *Jeune Afrique*, 01 février 2023. <https://www.jeuneafrique.com/14133984/politique/fin-de-partie-pour-edgar-alain-mebe-ngoo-ancien-ministre-paul-biya>. Consulté le 03 octobre 2023.
- France. P., (2019). « Méfiances avec le soupçon ? Vers une étude du complot(isme) en Sciences sociales », *Champ pénal/ Penal field*, (17) : 1-25.
- Gwet. Y., (2015). « Ce que veulent les africains ? La bonne gouvernance, pas forcément l'alternance » *Le Monde* 12 Octobre 2015. <https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/10/12/ce-que-veulent-les->

africains-la-bonne-gouvernance-pas-forcément-l-alternance_4787840.html. Consulté le 03 octobre 2023.

Gweth Bi Bayoi. G. A., (2010). *Cameroun : cette presse qui nous manipule si souvent*. Paris : L'Harmattan.

International Crisis Group. 2010. *Cameroun : les dangers d'un régime en pleine fracture*. Rapport, (161) Dakar/Bruxelles : 1-31.

Jamin. J., (2009). *L'imaginaire du complot : discours d'extrême droite en France et aux États-Unis*. Amsterdam : Amsterdam University Press.

Kamto. M., (2020). « Succession de gré à gré : le Président élu Maurice Kamto appelle à la mobilisation générale et à la vigilance du peuple du changement » *MRC* le 01 juin 2020. <https://www.mrcparty.org/?=succession-de-gre-a-gre-le-president-elu-maurice-kamto-appelle-a-la-mobilisation-generale-et-a-la-vigilance-du-peuple-du-changement>. Consulté le 05 octobre 2023.

Knight. P., (2003). *Conspiracy Theories in American History. An Encyclopedia*. (2) Oxford: ABC CLIO.

Kouagheu. J., (2023). « Au Cameroun, Franck Biya, dans l'ombre de son père », *Le Monde* 02 octobre 2023. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/10/02/au-cameroun-franck-biya-dans-l-ombre-de-son-pere_6192042.html. Consulté 06 octobre 2023.

Libii Li Ngué. C., (2022). « Tuez-nous ou gagnez des élections » *Facebook* 25 juillet 2022. <https://m.facebook.com/focusmediaafrique/photo/a.111322413915558/5930451824099443/?type=3>. Consulté 05 octobre 2023.

Lobé Ewané. M., (2008). « Cameroun : la justice s'intéresse à l'affaire "Albatros" », *BBC Afrique*, 03 Mai 2008. <https://www.bbc.co.uk>. Consulté le 22 septembre 2023.

Machikou. N., (2009). « La listes des "homosexuels de la République" : chroniques d'une dépacification de l'outrancière de la vie politique au Cameroun », *10^{ème} Congrès de l'Association française de science politique*, Grenoble : 1-19.

Mbog Ibock. M.R.W., (2021). « Paradigme de la complexité d'Edgar Morin et interaction entre le droit public et le droit OHADA », *RAMReS* (2) : 397.379.

Menguele Menyengue A.M., et Abdou Rafihou, Mfenjou Ndam. A.R., (2023). « La dialectique paix et guerre dans le discours sur la succession présidentielle au Cameroun », *Revue Internationale du Chercheur*, 4 (2) : 418-444.

Menguele Menyengue. A.M., (2016). « De l'usage politique de la sanction : essai sur la politisation de la lutte contre la corruption et les détournements de fonds publics au Cameroun », *Revue de Droit et de Science politique*, (108) : 108-117.

Menguele Menyengue. A.M., (2016). « Discours religieux et homosexualité au Cameroun », *Journal des anthropologues*, (146-147) : 67-86.

Mezager. S., (2012). *La théorie du complot : un mythe*. Paris : L'Harmattan.

Mouelle Kombi. N., (2013). *La démocratie dans la réalité camerounaise : libertés, légitimité et modernité politique sous Paul Biya*. Paris : Dianoïa-PUF.

Ngando. B.A., (2000). *L'Affaire Titus EDZOA*. Paris : L'Harmattan.

Nicolas. L., (2010). « Rhétoriques du complot : la persuasion à l'épreuve d'elle », in Darbon. E., et Loic Nicolas. L., (dir.), *Les rhétoriques de la conspiration*. Paris, CNRS : 73-96.

Onana. B., (2012). « Cameroun : Bien comprendre les clés de l'affaire Albatros. » *Le Journal du Cameroun*, 16 avril 2012. <https://www.journalducameroun.com/cameroun-bien-comprendre-les-clés-de-laffaire-albatros>. Consulté le 21 septembre 2023.

Onohiono. S., (2009). « L'an 2008 », in Eboussi Boulaga. F., *L'État du Cameroun en 2008*. Yaoundé : Terroirs.

- Ottou. A., (2022). « Lignes 65 et 94 : révélation sur plus de 5 400 milliards de dépenses publiques réalisées entre 2010 et 2021 » *Investir au Cameroun* 21 octobre 2022. <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/2110-18610-lignes-65-et-94-revelation-sur-plus-de-5-400-milliards-de-depenses-publiques-realisees-entre-2010-et-2021>. Consulté 03 octobre 2023.
- Owona Nguini M.E., et Menthong. H.-L., (2018). « Gouvernement perpétuel » et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », *Politique africaine*, 2 (150) : 97-114.
- Paparouni. E., (2010). « La notion de théories du complot », in Darbon. E., et Nicolas. L., (dir.), *Les rhétoriques de la conspiration*. Paris, CNRS : 97-117.
- Pigeat. H., (2000). « Presse et vie privée », in Tabatoni. P., (dir.), *Protection de la vie privée dans la société d'information*. Paris, PUF : 202-215.
- Pigeaud. F., (2011). *Au Cameroun de Paul Biya*. Paris : Karthala.
- Pigeaud. F., (2012). « Au Cameroun, une opération « mains propres » à fort relent politique », *Mediapart* 04 août 2021. <https://www.mediapart.fr/journal/international/040821/au-cameroun-une-operation-mains-propres-fort-relent-politique>. Consulté le 03 octobre 2023.
- Pipes. D., (1997). *Conspiracy. How the paranoid style fourishes and where it comes from?* New York: The Free Press.
- Pommerolle. M.-E., (2008). « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale* 3 (40) : 78-8.
- Pommerolle. M.-E., (2015). « Les violences dans l'Extrême-Nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques », *Politique africaine*, 2 (138) : 163-177.
- Popper. K., (1966). *The Open Society and Its Enemies*. England: Routledge.
- Radio France Internationale*. (2020). « Cameroun : le gouvernement réfute la tentative d'assassinat contre Maurice Kamto. » 15 mars 2020. <https://amp.rfi.fr/fr/afrique/20200315-cameroun-gouvernement-mrc-pol%C3%A9mique-tentative-assassinat-maurice-kamto>. Consulté 07 octobre 2023.
- Razafindrakoto. M., et Roubaud. F., (2022). « Aux soubassements de la crise anglophone au Cameroun : frustrations politiques et défiance à l'égard des institutions », *Statéco*, (116) : 121-137.
- Reichstadt. R., (2019). *L'opium des imbéciles : Essai sur la question complotiste*. Paris : Grasset.
- Riutort. P., (2014). *Précis de sociologie*. Paris : Major/PUF.
- Sartre. J.-P., (1945). « Scènes de Les mains sales », *Yale French Studies*, (1) : 3-20.
- Schmitt. C., (2015). *Der Begriff des politischen*. Berlin : Duncker & Humblot.
- Siki. P., (2010). « Secrétaire Général à la Présidence de la République : une fonction à hauts risques » *Repères*, 19 mai 2010. <https://www.repères/secretaire-general-de-la-presidence-de-la-republique-une-fonction-a-hauts-risques>. Consulté 02 octobre 2023.
- Simo. A., (2019). « Cabral Libii : La succession de gré à gré n'est pas envisageable au Cameroun » *Spuntnicknews.com* 29 mai 2019. <https://www.camer.be/750881:1/cameroon-cabral-libii-la-sucession-de-gre-a-gre-nest-pas-envisageable-au-cameroun.html>. Consulté 05 octobre 2023.
- Sindjoun. L., (1999). « Présentation générale : éléments pour une problématique de la révolution passive », in Sindjoun. L., (dir.), *La résolution passive au Cameroun : État, société et changement au Cameroun*. Paris, Karthala-CODESRIA : 1-6.
- Soudan. F., (2012). « Lynchage sur les tabloïds », *Jeune Afrique*, 12 mars 2008. <https://www.jeuneafrique.com/218343/archives-thematique/lynchage-sur-tabloids>. Consulté 01 octobre 2013.
- Taguieff. P.-A., (2015). *Pensée conspirationniste et "théories du complot" - En 40 pages*. Paris : UPPR.
- Taguieff. P.-A., (2021). *Les théories du complot*. Paris : Que sais-je / Humensis.
- Tcheuyap. A., (2014). *Autoritarisme, presse et violence politique au Cameroun*. Paris : Karthala.



Tchoupie. A., (2007). « L'institutionnalisation de la lutte contre la corruption et contre les phénomènes apparentés au Cameroun », *Canadian Journal of Political science*, 40 (4) : 859-881.

Tisseron. S., (2022). *Le déni ou la fabrique de l'aveuglement*. Paris : Albin Michel

Touk. A., (2023). « Démocratisation et usages politiques de l'éthique et de la morale dans la résistance au changement politique et institutionnel au Cameroun (1990-2023) », *Revue Internationale de Droit et Science Politique*, 3 (7) 2023 : 487-523.

Vouffo. P., (2017). « Réflexions sur le droit à la vie privée des hommes publics dans les démocraties contemporaines : analyse à partir des cas français et camerounais », *Revue des droits de l'homme*, (12) 2017 : 1-31.